



**COUNCIL OF
THE EUROPEAN UNION**

Brussels, 6 January 2012

5096/12

**Interinstitutional File:
2011/0154 (COD)**

**DROIPEN 2
COPEN 2
CODEC 19**

NOTE

from : Belgian Delegation
to : Working Party on Substantive Criminal Law

Subject : Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on the right of access to a lawyer in criminal proceedings and on the right to communicate upon arrest
- Note from the Belgian Board of General Prosecutors

Delegations will find in Annex a note from the Belgian Board of General Prosecutors on the proposal for a Directive on access to a lawyer.



AVIS DU COLLÈGE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX CONCERNANT LA PROPOSITION DE DIRECTIVE RELATIVE AU DROIT D'ACCÈS À UN AVOCAT DANS LE CADRE DES PROCÉDURES PÉNALES ET AU DROIT DE COMMUNIQUER APRÈS L'ARRESTATION – UE DROIPEN

Sans entrer dans l'examen détaillé du texte, le Collège des procureurs généraux estime devoir émettre d'office un avis urgent relatif à la proposition de directive de l'UE (cf. titre) et juge essentiel de souligner que son application effective entraînerait des dérives et de graves difficultés. Ce projet tend non seulement à étendre de manière très générale les droits d'accès et de communication avec un avocat à pratiquement toutes les affaires pénales, hormis les délits considérés comme mineurs, mais, en outre, à étendre ces droits à toute la durée de la procédure et même à l'occasion des devoirs d'enquête les plus courants.

Danger de « Justice de classe »

Tout d'abord, ce projet risque de favoriser les personnes disposant d'importants moyens financiers, ce qui contribuerait dès lors à créer une « justice de classe ». En effet, il convient de ne pas perdre de vue que l'objectif est d'instaurer des droits effectifs et pratiques et non des droits théoriques ou illusoire et qu'il doit encore moins être question de créer des inégalités entre les citoyens. Or le droit d'accès à un avocat et de communiquer avec lui conduirait sans aucun doute à cette inégalité s'il n'était pas assorti de normes minimales relatives au droit à l'assistance juridique gratuite, qui devraient être appliquées de manière uniforme dans tous les Etats membres. Dans le cadre de la procédure pénale belge¹, la personne à interroger qui ne dispose pas de ressources suffisantes peut demander le bénéfice de la gratuité complète ou partielle de l'aide juridique. En outre, il existe une présomption d'insolvabilité en faveur des personnes privées de leur liberté en vertu d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction. Instaurer les droits préconisés par la directive en projet sans introduire un volet complémentaire consacré au droit à l'assistance juridique gratuite causerait sans aucun doute une inégalité entre les justiciables et donnerait ainsi lieu à une nouvelle forme de « justice de classe », ce qui est absolument intolérable aux yeux du ministère public.

Impact budgétaire

L'État belge devrait dégager un budget considérable afin de garantir de manière effective l'ensemble de ces droits à chaque citoyen, ce but ne peut être atteint qu'en dégageant des moyens supplémentaires en faveur des justiciables les plus démunis. Néanmoins, ce budget ne pourra suffire à couvrir les droits visés dans le projet de directive. Compte tenu de la crise que

¹ Cf. article 2bis, § 1^{er}, 2^o, de la loi relative à la détention préventive.

traverse la zone euro et de la trajectoire budgétaire imposée par l'UE visant à réaliser des économies, il est à craindre qu'aucune capacité financière ne puisse être dégagée dans les années à venir. De plus, il convient de souligner que l'assistance juridique peut s'appliquer à l'ensemble de la procédure pénale belge et renforce les autres droits qui garantissent aujourd'hui, dans le cadre de la procédure pénale belge, déjà suffisamment le droit à un procès équitable.

Harmonisation des systèmes juridiques européens ?

En Belgique, le délai de « garde à vue » limité à vingt-quatre heures constitue l'un des éléments les plus importants des droits d'une personne arrêtée. À partir du 1^{er} janvier 2012, ce délai pourra être prolongé une seule fois et uniquement sur la base d'une décision motivée d'un juge d'instruction. Le principe est donc la règle des vingt-quatre heures. Si cette règle constitue une garantie particulièrement importante pour le suspect, elle peut aussi empêcher les autorités de recueillir à temps les premiers éléments d'information nécessaires et d'accomplir des devoirs d'enquête. Il convient de souligner que l'instauration des droits visés dans le projet de directive ne créerait pas des droits identiques pour tous les justiciables des divers pays de l'UE, puisque les délais de garde à vue ne sont pas uniformisés. Pourtant, il s'agit dans ce cas d'organiser le droit de défense lors de la phase durant laquelle la situation de la personne mise en cause est la plus précaire, moment auquel l'assistance effective d'un avocat s'impose sans aucun doute le plus. Par conséquent, un délai de garde à vue uniforme et soumis à des conditions identiques devrait être instauré comme droit complémentaire au droit à l'assistance d'un avocat dans l'ensemble des systèmes juridiques européens, faute de quoi il est impossible de comparer l'efficacité de tous les droits octroyés aux justiciables dans les différents États membres ; partant, le projet de directive manquerait son objectif d'uniformisation et ne créerait que des droits virtuels.

Incidence négative sur le fonctionnement quotidien de la police et de la Justice

Il y a lieu d'examiner également plus en détail le contenu du droit d'accès. Une présence obligatoire d'un avocat lors des devoirs d'enquête les plus courants et de l'ensemble des auditions effectuées tout au long de la procédure pénale impliquerait que les services de police devraient à tout moment tenir compte des agendas des avocats des suspects impliqués. Une telle obligation entraînerait une désorganisation totale des enquêtes et du fonctionnement de la Justice. Les services de police seraient fortement perturbés, ce qui pourrait compromettre gravement l'ordre public et la sécurité, étant donné la capacité substantielle en personnel qui serait mobilisée à cet effet. La capacité globale consacrée au maintien de l'ordre et aux enquêtes n'augmenterait vraisemblablement pas au cours des prochaines années. Elle sera seulement maintenue, dans le meilleur des cas, à son

niveau actuel. Partant, il y aurait moins de présence policière dans les rues ; le risque, pour les auteurs d'infraction, d'être appréhendé serait réduit et l'insécurité grandirait.

Accumulation des droits accordés aux suspects

Par ailleurs, il convient d'observer que, en droit de la procédure pénale belge, outre le droit à l'assistance d'un avocat lors de la première audition accordé par la loi du 13 août 2011, l'inculpé peut communiquer librement avec son avocat tout au long de la procédure pénale et qu'il a la possibilité de demander qu'il soit procédé à des actes d'enquête ou à des auditions. La législation belge prévoit donc déjà une multitude de droits pour le suspect arrêté ou non, de sorte que les droits complémentaires que le projet de directive tend à octroyer le seraient manifestement au détriment des missions de maintien de l'ordre des autorités, de l'efficacité des enquêtes et de l'équilibre à assurer par rapport aux droits des victimes.

À armes égales ?

Le Collège des procureurs généraux tient à souligner, en outre, que la mission que le projet de directive tend à conférer à l'avocat durant les interrogatoires auxquels il assiste engendrerait un déséquilibre au détriment des fonctionnaires de police. La formation des fonctionnaires de police belges moyens – le plus souvent limitée à un an – ne suffit pas à les préparer à des confrontations sur des questions juridiques ou de fait avec des avocats. Il serait donc inacceptable qu'un avocat puisse, par exemple, faire des déclarations et tenir une forme de plaidoirie durant l'audition de l'inculpé par les services de police ou à l'occasion des devoirs d'enquête (fouille, perquisition, prélèvement d'ADN, prise d'empreintes digitales, confrontation, séance d'identification, expertise, etc.), d'une part, ou exiger des explications de ces fonctionnaires de police, d'autre part.

Champ d'application de la directive ?

Le Collège des procureurs généraux estime nécessaire qu'une marge d'appréciation souple soit laissée aux États membres pour définir une liste d'infractions jugées mineures qui ne tomberaient pas dans le champ d'application des droits reconnus par le projet de directive. Il s'avère en effet impossible d'appliquer ce projet aux procédures relatives à toutes les infractions, sans déstabiliser gravement l'organisation des services de police, au détriment de leurs missions garantissant l'ordre public et la sécurité, ce qui entraînerait un préjudice grave pour l'ensemble de la population. À cet égard, le Collège soutient, à tout le moins, les distinctions opérées par le législateur dans la loi du 13 août 2011 et, notamment, l'idée que les infractions punies



ministère
public

d'un emprisonnement d'un an au maximum et les infractions de roulage ne sont pas visées par la réglementation².

En ce qui concerne les dispositions du projet de directive ayant trait au mandat d'arrêt européen (article 11 du projet), le Collège des procureurs généraux estime devoir mettre en garde quant aux conséquences qu'elles pourraient entraîner tant sur le plan pratique (difficulté à respecter certains délais) que juridique (risque d'introduction, *de facto*, de nouveaux motifs de refus).

Entrée en vigueur

Enfin, le Collège des procureurs généraux fait observer que le délai de vingt-quatre mois prévu, dans le projet, pour l'entrée en vigueur de la directive, est trop bref. Il ne s'agit pas, en effet, d'une adaptation technique, mais d'une réforme fondamentale de la procédure pénale belge et du système inquisitorial continental qui la régit depuis deux siècles. Une telle réforme ne peut être réalisée qu'au prix d'une refonte totale et fondamentale de la procédure pénale belge, mais aussi à la condition de prévoir, pour ce faire, des budgets et des moyens considérables à tous les maillons de la chaîne pénale, ce qui semble impossible dans la conjoncture de crise actuelle.

Le Collège des procureurs généraux

² Doc. Parl., Sénat, 2010-2011, n° 5-663/5; DOC 53, 1279/000.

ADVIES VAN HET COLLEGE VAN PROCUREURS-GENERAAL M.B.T. HET
VOORSTEL VAN RICHTLIJN BETREFFENDE HET RECHT OP TOEGANG
TOT EEN ADVOCaat IN STRAFPROCEDURES EN BETREFFENDE HET
RECHT OP COMMUNICATIE BIJ AANHOUDING – EU DROIPEN

Zonder te zeer in detail over de tekst te willen treden, ziet het College van Procureurs-generaal zich genoodzaakt ambtshalve dringend advies uit te brengen m.b.t. het voorstel van EU-richtlijn (zie titel) en acht het van wezenlijk belang te beklemtonen dat dit voorstel tot ontsporingen en ernstige moeilijkheden in de wetshandhaving zou kunnen leiden. De ontworpen rechten op toegang en communicatie met een advocaat worden immers niet enkel op een zeer algemene manier uitgebreid tot quasi alle strafzaken, met uitzondering van de zogenaamde kleinere misdrijven, maar bovendien nog eens voor de ganse duur van de rechtspleging en zelfs n.a.v. de meeste courante onderzoekshandelingen.

Gevaar van ‘klassenjustitie’

Dit houdt vooreerst het risico in dat personen die over aanzienlijke financiële middelen beschikken bevoorreed zullen worden, wat dan ook klassenjustitie in de hand zou werken. Er mag immers niet uit het oog verloren worden dat het de bedoeling moet zijn om effectieve en praktische i.p.v. theoretische of illusoire rechten in te voeren en dat er nog minder sprake van zou mogen zijn ongelijkheid tussen de burgers te creëren. Het voorgenomen recht op toegang tot en communicatie met een advocaat zou echter zonder de minste twijfel tot een dergelijke ongelijkheid leiden, indien dit niet gepaard gaat met minimale normen m.b.t. het recht op kosteloze juridische bijstand die op dezelfde manier in alle EU-lidstaten zou moeten toegepast worden. In het raam van het Belgische strafprocesrecht¹ kan de te verhoren persoon die over onvoldoende middelen beschikt gedeeltelijke of volledige kosteloze juridische bijstand vragen. Bovendien bestaat een vermoeden van insolvabiliteit bij personen die op grond van een door de onderzoeksrechter afgeleverd aanhoudingsbevel van hun vrijheid beroofd werden. De rechten uit de ontwerprichtlijn invoeren zonder een aanvullend luik m.b.t. het recht op kosteloze juridische bijstand zal dan ook ongetwijfeld aanleiding tot ongelijkheid tussen de rechtszoekenden en een nieuwe vorm van “klassenjustitie” geven, wat voor het Openbaar Ministerie absoluut onaanvaardbaar is.

Budgettaire gevolgen

De Belgische Staat zou in een aanzienlijk budget moeten voorzien om al deze rechten ook daadwerkelijk te kunnen garanderen aan elke burger, wat enkel mogelijk is door bijkomende middelen voor de meest behoevende rechtszoekenden vrij te maken. Dit budget zal nochtans niet volstaan om de

¹ Zie artikel 2bis, §1, 2° van de wet op de voorlopige hechtenis.

rechten geïmpliceerd in het ontwerp van richtlijn te dekken. Het valt te vrezen dat dit er de komende jaren, gezien de crisis in de Eurozone en het budgettaire pad van door Europa opgelegde besparingen, ook niet zal komen. Bovendien moet benadrukt worden dat de juridische bijstand de hele Belgische strafprocedure kan bestrijken en de andere reeds bestaande rechten versterkt die in de Belgische strafprocedure het recht op een eerlijk proces thans reeds voldoende waarborgen.

Naar elkaar toe groeien van EU-rechtssystemen?

De arrestatietermijn van maximaal 24 uur neemt in België een belangrijke plaats in de rechten van een gearresteerd persoon in. Met ingang van 1 januari 2012 kan deze termijn slechts één maal verlengd worden, en dan nog enkel op grond van een gemotiveerde beslissing van de onderzoeksrechter. Het principe is dus de 24-uur regel die een bijzonder belangrijke waarborg is voor de verdachte, maar tegelijk de overheid kan verhinderen om tijdig de eerste noodzakelijke elementen van informatie te verzamelen en onderzoeksdaden te stellen. Hier moet beklemtoond worden dat de invoering van de rechten uit de ontwerprichtlijn geen vergelijkbare rechten voor alle rechtsonderhorigen uit de verschillende EU-landen zou creëren aangezien de arrestatietermijnen juist niet gelijkgeschakeld worden. Niettemin gaat het hier om de organisatie van het recht op verdediging in de voor de bij de zaak betrokken persoon meest precaire fase tijdens dewelke de effectieve bijstand door een advocaat ongetwijfeld het meest noodzakelijk is. Bijgevolg zou een eenvormige arrestatietermijn tegen vergelijkbare voorwaarden in alle Europese rechtssystemen ingevoerd moeten worden als bijkomend recht op het recht op bijstand door een advocaat. Bij gebrek hieraan wordt het onmogelijk de effectiviteit van alle aan de rechtszoekenden in de verschillende EU-lidstaten toegekende rechten te vergelijken, waardoor de ontwerprichtlijn haar vooropgesteld doel om de rechten te uniformeren zou voorbijgeschieten en slechts virtuele rechten zou scheppen.

Negatieve impact op de dagelijkse politie - en justitiewerking

Ook de inhoud van het recht op toegang moet van naderbij bekeken worden. De verplichte aanwezigheid van een advocaat bij zeer veel courante onderzoekshandelingen en alle verhoren die in de loop van de hele strafprocedure afgenomen worden, impliceert dat de politiediensten op ieder moment rekening met de agenda van de advocaten van de betrokken verdachten zouden moeten houden. Een dergelijke verplichting zou tot de totale desorganisatie van de onderzoeken en de werking van justitie leiden. De werking van de politiediensten zou ook sterk verstoord worden, hetgeen de openbare orde en veiligheid ernstig in het gedrang zou kunnen brengen omdat hiervoor enorm veel personeelscapaciteit ingezet zou moeten worden. Rekening houdend met het feit dat de globale capaciteit voor de handhaving en de onderzoeken de komende jaren wellicht niet zal stijgen maar, in het beste geval, slechts op het huidig peil zal blijven, zou dit hoe dan ook veel

minder "blauw op straat", een afname van de "pakkans" voor de daders van misdrijven en een toename van de onveiligheid betekenen.

Accumulatie van rechten toegekend aan verdachten

Overigens dient opgemerkt dat de inverdenkinggestelde in het Belgische strafprocesrecht, naast de door de wet van 13 augustus 2011 toegekende bijstand door een advocaat bij het eerste verhoor, vrij met zijn advocaat kan communiceren tijdens de hele duur van de strafprocedure en dat hij de mogelijkheid heeft te vragen dat onderzoekshandelingen of verhoren uitgevoerd worden. De Belgische wetgeving voorziet dus reeds heel wat rechten voor de al dan niet aangehouden verdachte zodat de bijkomende rechten die door de ontwerp richtlijn toegekend zouden worden de balans manifest zouden doen overhellen ten nadele van de handhavingsoopdrachten van de overheid, de efficiëntie van de onderzoeken en het na te streven evenwicht op het vlak van de slachtofferrechten.

Wapengelijkheid ?

Het College van Procureurs-generaal wenst bovendien te benadrukken dat de opdracht die in de ontwerp richtlijn aan de advocaat toebedeeld zou worden tijdens de door hem bijgewoonde verhoren, tot onevenwicht ten koste van de politieambtenaren zou leiden. De opleiding van de gemiddelde Belgische politieambtenaren – die vaak tot één jaar beperkt blijft – volstaat niet om hen voor te bereiden op confrontaties over juridische of feitelijke kwesties met de advocatuur. Het zou dus onaanvaardbaar zijn dat een advocaat bijvoorbeeld verklaringen mag afleggen en een vorm van pleidooi tijdens het verhoor van de inverdenkinggestelde door de politiediensten of n.a.v. de onderzoekshandelingen (fouillering, huiszoeking, DNA-afname, vingeradrukafname, confrontatie, line-up, deskundigenonderzoek, enz ...) kan houden, enerzijds, of zelf uitleg zou kunnen eisen van die politieambtenaren, anderzijds.

Toepassingsgebied van de richtlijn?

Het College van Procureurs-generaal beklemtoont dat de EU-lidstaten een soepele beoordelingsmarge moeten krijgen om een lijst vast te leggen van alle als "lichtere" beschouwde misdrijven die niet onder het toepassingsgebied van de rechten uit de ontwerp richtlijn vallen. Het is immers onmogelijk om dit ontwerp op alle misdrijven toe te passen omdat dit ongetwijfeld de organisatie van de politiediensten en gerechtelijke overheden ernstig zal destabiliseren en ten koste van de openbare orde en veiligheid zal gaan, hetgeen de hele bevolking ernstige schade zou berokkenen. Het College treedt in dit opzicht minstens het onderscheid bij dat de wetgever invoerde in de wet van 13 augustus 2011 en met name dat de misdrijven bestraft tot en met één jaar gevangenisstraf en de verkeersmisdrijven niet onder de regeling vallen².

² Parl. St., Senaat, 2010-2011, nr. 5-663/5; DOC 53, 1279/000.

Wat de bepalingen van de ontwerprichtlijn betreft die verband met het Europees aanhoudingsmandaat (artikel 11 van het ontwerp) houden, wenst het College van Procureurs-generaal op de gevolgen te wijzen die dit op zowel praktisch (de moeilijkheid om bepaalde termijnen na te leven) als juridisch (het risico dat de facto nieuwe weigeringsgronden ingevoerd zouden worden) vlak met zich mee zou kunnen brengen.

Inwerkingtreding

Ter conclusie stelt het College dat de termijn voor de inwerkingtreding van 24 maand uit de ontwerprichtlijn veel te kort is. Het gaat hier immers niet om een technische aanpassing maar wel om een fundamentele hervorming van de Belgische strafprocedure en van het continentale inquisitoriale systeem waarop dit sinds twee eeuwen gegrond is. Een dergelijke hervorming is enkel mogelijk indien niet alleen de Belgische strafprocedure volledig en fundamenteel wordt herschreven, maar hiervoor op alle echelons van de strafketen ook zeer aanzienlijke budgetten en middelen vrijgemaakt worden, hetgeen in een crisisperiode van de omvang die we thans beleven onmogelijk lijkt.

Het College van Procureurs-generaal



OPINION OF THE BELGIAN COLLEGE OF PROSECUTORS GENERAL CONCERNING THE PROPOSAL FOR A DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL ON THE RIGHT OF ACCESS TO A LAWYER IN CRIMINAL PROCEEDINGS AND ON THE RIGHT TO COMMUNICATE UPON ARREST.

Without entering into detail on the text of the proposal, the Belgian College of Prosecutors General deems it necessary to render ex officio an urgent opinion concerning the proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council on the right of access to a lawyer in criminal proceedings and on the right to communicate upon arrest. The College finds it of vital importance to stress that this proposal could lead to lapses and serious difficulties in law enforcement. The designed rights on access to and communication with a lawyer are extended not only in a very general way to quasi all criminal cases - except for the so called minor offences – but also to the whole duration of the criminal proceedings and, what's more, with reference to the most common investigative acts.

Danger of 'class justice'

This proposal entails firstly the risk that persons who have sufficient financial resources would get a preferential treatment and therefore encourages class justice. One should furthermore not lose sight of the fact that the aim must be to introduce effective and practical rights instead of theoretical and illusory rights. It must be even more out of the question to create inequality between the citizens. The proposed right on access to and communication with a lawyer would lead without doubt to such inequality, if this were not accompanied with minimum standards on free legal aid, which should be applied in the same way in all EU Member States. In the framework of Belgian criminal proceedings¹, the questioned person who does not have sufficient financial resources can ask for complete or partial free legal aid. Furthermore, all persons deprived of their liberty on the basis of an arrest warrant issued by an investigative judge are presumed to be insolvent. To introduce the rights dealt with in the proposal without a complementary component regarding the right on free legal aid will lead unavoidably to more inequality between persons seeking justice and would create a new form of class justice. That is completely unacceptable for the Public Prosecutor's Office.

Budgetary impact

Belgium would have to make a considerable budget available to be able to guarantee in an effective way all these rights to every citizen, as this aim cannot be achieved without making additional means available for the most insolvent suspects or accused persons.

¹ See article 2bis, §1, 2° of the law of July 20th 1990 on pretrial detention.

Taking into account the crisis that runs through the Euro zone and the budgetary pathway imposed by the EU in view of economizing, it has to be feared that no financial capacity can be made available in the coming years. Moreover, it has to be underlined that, in Belgium, legal aid can be provided for the whole duration of the criminal proceedings. This reinforces the other existing rights, which guarantee already in a sufficient way the right to a fair trial in the Belgian criminal proceedings.

Harmonisation of European judicial systems

In Belgium, the time limit of custody (twenty-four hours) constitutes one of the most important elements of the rights of a suspect or accused person. Although the twenty-four hour rule constitutes a particularly important guarantee for the suspect or accused person, at the same time it can also hinder competent authorities to gather the first necessary information and to carry out investigative acts in time. From the 1st of January 2012, this time limit may be extended only once and on the basis of a motivated judicial decision taken by an investigative judge.

It has to be underlined that introducing the rights set out in the proposal for a Directive would not create identical rights for all suspects or accused persons in the different EU Member States, given the lack of harmonised time limits of pre-trial custody. Yet, ensuring the rights of the defence through an effective legal assistance by a lawyer seems the most necessary during a stage of the proceedings where the situation of the concerned person is the most precarious. In consequence, one could consider that a uniform pre-trial custody regime (identical time limits and conditions) should be established as a complementary right to the right of access to a lawyer in all the European judicial systems. Otherwise, it is impossible to compare the efficiency of all the rights of suspects and accused persons in the different Member States. The proposal for a Directive would therefore fail to reach its objective to set common minimum standards on procedural rights and would only create virtual rights.

Negative consequences on the daily functioning of police and judicial authorities

The scope of the right of access to a lawyer has to be examined in greater detail. A mandatory presence of a lawyer during the most common investigative acts and during all interviews carried out all along the criminal proceedings would imply that police should at any moment take into account the agendas of the suspects or accused persons' lawyers. Such an obligation would entail a complete disorganisation of the investigations and the functioning of Justice. The law enforcement services would be strongly disrupted, which could seriously compromise public order and security, given the substantial human resources that would have to be mobilised.



Taking into account that the global resources dedicated to law enforcement and investigations will not increase in the coming years but will be, at best, maintained at their current level, this would imply less police presence in the streets, a decreased risk of being caught for the offenders and an increase of insecurity.

Accumulation of rights attributed to suspects or accused persons

Furthermore, it should be noted that according to Belgian penal law, the suspect or accused person – in addition to the assistance of a lawyer during the first interrogation as introduced by the Law of 13 August 2011 – can communicate freely with his lawyer during the whole length of criminal proceedings and that he has the possibility to ask that investigative acts or interrogations are carried out. The Belgian legislation provides therefore already for extended rights for the suspect or arrested person. The additional rights that would be attributed by the proposal would be to the detriment of the mission of law enforcement, of the efficiency of investigations and of the balance that should exist with victim's rights.

Equality of arms

In addition, the Belgian College of Prosecutors General wants to stress that the tasks attributed by the proposal to the lawyer during the interrogations, would lead to an imbalance at the detriment of police officers. The training of Belgian police officers – which is often limited to one year – is not aimed to prepare them for legal and factual argumentations with lawyers. It would thus be unacceptable that a lawyer could make statements and even 'plead' during the interrogations of the suspect or accused person by the police authorities or at the moment of the execution of investigative acts (body search, house search, DNA testing, taking of fingerprints, confrontation, line-up, expertises and so on) and furthermore, that he would even be able to demand explanations from the police officers.

Scope of the Directive

The Belgian College of Prosecutors General considers it necessary that the EU Members States would be given a flexible margin of appreciation concerning the determination of the list of offences that could be considered as 'minor' and which would therefore not fall under the scope of the rights of this proposal. It is impossible to apply this proposal to all offences because it would destabilise the organisation of the police and judicial authorities at the expense of public order and security, which would seriously harm the whole population. In this respect, the College refers to the distinction introduced by the legislator in the Law of 13 August 2011, notably the exclusion of the scope



ministère public
openbaar ministerie

of this law² of offences punishable with less than one year of imprisonment and road offences.

Concerning the provisions of the proposal regarding the regime of the European Arrest Warrant (see article 11), the Belgian College of Prosecutors General wants to point out the consequences this could have both on a practical level (the difficulty of complying with certain delays) as on a judicial level (the risk that new grounds for refusal will de facto be introduced).

Entry into force

Finally, the Belgian College of Prosecutors General considers that the delay of implementation of 24 months as proposed in the Directive is too short. This Directive does in fact not call for a merely technical adaptation of a Code but compels a fundamental reform of the Belgian criminal proceedings and the inquisitorial system on which it is based for already two centuries. Such a reform is only possible if not only the Belgian criminal procedure is entirely and fundamentally rewritten, but considerable budgets and means for all the phases of the criminal justice chain are found, which seems impossible in the present period of budgetary restrictions.

The Belgian College of Prosecutors General

² Parliamentary Documents, Senate, 2010-2011, nr. 5-663/5; DOC 53, 1279/000.

Bruxelles, le 15 décembre 2011

Brussel, 15 december 2011

Le procureur général près la cour d'appel à
Bruxelles, Président du Collège des procureurs
généraux,

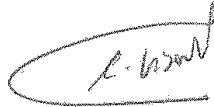
De procureur-generaal bij het hof van beroep te
Brussel, Voorzitter van het College van
procureurs-generaal,



Marc de le COURT

Le procureur général près la cour d'appel à
Liège,

De procureur-generaal bij het hof van beroep te
Luik,



Cédric VISART de BOCARMÉ

Le procureur général près la cour d'appel à
Mons,

De procureur-generaal bij het hof van beroep te
Bergen,



Claude MICHAUX

Le procureur général près la cour d'appel à
Anvers,

De procureur-generaal bij het hof van beroep te
Antwerpen,



Yves LIÉGEOIS

Le procureur général ff. près la cour d'appel à
Gand,

De wnd. procureur-generaal bij het hof van
beroep te Gent,



Anita HARREWYN